

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/07/15/du-coup-de-com-permanent-a-l-enlitem...>

Sylvie Lecherbonnier, Violaine Morin, Eléa Pommiers

16 min read

## Du coup de com permanent à l'enlissement, la folle année de l'éducation nationale

- [Société](#)
- [Éducation](#)

Entre l'été 2023 et l'été 2024, quatre ministres sont passés Rue de Grenelle. Un record. Avec cet effet, pour la communauté éducative, de créer une agitation incessante, des changements de cap peu maîtrisés, au détriment d'un nécessaire travail de fond.

Article réservé aux abonnés



Qui sera ministre de l'éducation nationale à la rentrée ? Nul ne le sait et les pronostics habituels sont impossibles, tant la situation politique est incertaine. Le système scolaire commence à être familier de l'instabilité : quatre ministres se sont succédé Rue de Grenelle entre l'été 2023 et l'été 2024. C'est autant qu'entre 2012 et 2022, Jean-Michel Blanquer (2017-2022) ayant battu le record de longévité lors du premier quinquennat d'Emmanuel Macron.

Le début du second mandat a été marqué par le record inverse, avec une valse des ministres, qui occupent l'hôtel de Rochechouart entre quelques semaines et quelques mois. Pour les acteurs de l'école, cette instabilité révèle un problème de fond : une absence de ligne claire dans cette année scolaire qui restera, pour les acteurs de la communauté éducative, une année particulièrement difficile. « *La politique éducative n'a plus de boussole* », juge Catherine Nave-Bekhti, responsable de la CFDT-Education, formation, recherche publiques.

Après quatorze mois à la tête de l'éducation nationale, Pap Ndiaye, fragilisé par sa trop grande discrétion et les attaques répétées de la droite et de l'extrême droite, doit laisser sa place dès le 20 juillet 2023. Lors de la passation des pouvoirs sur le perron du ministère, l'historien, qui a eu « *tant de mal à habiter le costume de ministre* », selon les représentants syndicaux qui l'ont côtoyé, analyse son échec. « *L'école doit rester aux antipodes du temps politique que nous vivons et qui m'est sans doute un peu étranger* », regrette-t-il alors, la voix nouée par l'émotion.

Alors qu'il voulait imprimer sa marque sur la question de la mixité sociale, son plan, largement édulcoré, est devenu le symbole d'un ministre empêché, coincé entre un président de la République omniprésent et des députés de l'aile droite de la majorité qui n'ont cessé d'entraver son action. « *Ce qui me frappe, c'est l'importance des réseaux sociaux qui rythment la vie politique, confie-t-il alors au Monde. Les cabinets ministériels sont aux aguets de tel ou tel tweet pour réagir, alors que, dans un domaine comme l'éducation, rien ne se règle en quelques heures ou à coups d'annonces tonitruantes.* »

## « **Domaine réservé** »

Quelques heures avant le remaniement, la première ministre, Elisabeth Borne, lui résume les raisons de son éviction en quelques mots : « *Il faut un cogneur.* » Et le cogneur, ce

sera Gabriel Attal. Qualifié d'« *étoile montante de la Macronie* », le ministre délégué aux comptes publics est connu pour ses talents de communicant. Et il assume sans ciller le nouveau « *barycentre droitier de la majorité* », selon la formule d'un ancien ministre, avec des députés plus à droite après les législatives de 2022 qu'en 2017.

Le Monde Ateliers

[Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences](#)

[Découvrir](#)

L'ancien porte-parole du gouvernement ne perd pas de temps. Quelques jours après sa nomination, il déclare, fin juillet 2023, vouloir expérimenter le port de l'uniforme à l'école. Gabriel Attal va tenir cette cadence tout au long des cinq mois et demi passés à la tête du ministère : pas une semaine sans annonce. « *Gabriel Attal, c'était l'effet d'annonce permanent. Et peu importe s'il annonçait des choses qui existaient déjà ou qui n'existeraient jamais* », estime un inspecteur général, sous le couvert de l'anonymat.

Faut-il y voir une simple stratégie de communication ? Selon les connaisseurs du système scolaire, celui-ci fait aussi les frais d'un trou d'air politique : à l'heure où le gouvernement est empêché à l'Assemblée nationale par l'absence de majorité absolue, l'école devient l'un des seuls sujets sur lesquels il est possible d'avancer sans en passer par la loi. « *L'école étant principalement régie par décrets et par circulaires, elle est un terrain de jeu pour le gouvernement* », rappelle ainsi l'historien Claude Lelièvre.

Les deux têtes de l'exécutif l'ont bien compris. Emmanuel Macron affirme, fin août 2023, dans *Le Point*, vouloir faire de l'éducation son « *domaine réservé* » quand Gabriel Attal entend prouver ses capacités d'action. A la rentrée, ce dernier met en scène des décisions – qui étaient en réalité déjà prises – comme le report des épreuves de spécialité du bac de mars à juin ou le changement d'école des élèves harceleurs. Il abat également une carte maîtresse, lui permettant de capter l'attention médiatique à la rentrée : l'interdiction de l'abaya, cette robe longue de tradition moyen-orientale, qui avait généré des polémiques politiques mais aussi de réelles tensions dans certains établissements l'année scolaire précédente. Pap Ndiaye s'était toujours refusé à prendre une décision aussi tranchée.

## Tremplin politique

Habile, le ministre donne des gages aux représentants de la communauté éducative et ne manque pas une occasion de dire du bien des enseignants. Le trentenaire reste des heures dans les instances consultatives où les syndicats ont plutôt l'habitude que les ministres se fassent représenter. *« Nous n'avons pas été dupes très longtemps, nuance Sophie Vénétitay, responsable du SNES-FSU. Il s'agissait de montrer qu'il échangeait avec la communauté éducative pour faire valoir sa stature politique. »*

Le 5 octobre 2023, deux mois jour pour jour avant la publication des résultats du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), pour lesquels chacun s'attend à des scores en demi-teinte, le ministre engage solennellement une *« bataille pour le niveau de notre école »*, devant un parterre de deux cents invités réunis pour l'occasion sur le parvis de la Bibliothèque nationale de France, à Paris. Le *« choc des savoirs »* est annoncé le 5 décembre et occulte comme prévu les résultats du PISA. Gabriel Attal prévoit la mise en place de groupes *« de niveau »* au collège en français et en mathématiques, une refonte des programmes scolaires, une labellisation des manuels, une réforme du brevet pour conditionner le passage au lycée à son obtention...



En parlant à une frange conservatrice de son électorat et en surfant, comme avec l'uniforme, sur des thèmes chers au Rassemblement national, le ministre, très attentif aux sondages d'opinion, voit sa cote de popularité monter en flèche. Fort de cette nouvelle aura, il a déjà prévu de continuer les annonces sur le même rythme, infernal pour bien des acteurs. Mais le 9 janvier, en pleine visioconférence avec les chefs d'établissement, sa nomination comme premier ministre est officialisée. Gabriel Attal rejoint Matignon sans lâcher l'éducation, la « *mère des batailles* », qui lui a offert, en quelques mois seulement, un tremplin politique.

La ministre des sports, Amélie Oudéa-Castéra, qui a déjà la lourde charge d'organiser les Jeux olympiques, prend sa suite le 11 janvier. Ce portefeuille très large agace d'emblée les personnels de l'éducation, qui acceptent mal une « *ministre à temps partiel* ». « *Ce choix a révélé ce qu'Emmanuel Macron pensait réellement des sujets éducatifs, qui, au fond, ne l'ont jamais vraiment intéressé* », estime l'ancien recteur Alain Boissinot.

## Fiasco Oudéa-Castéra

Vingt-quatre heures après son arrivée, Amélie Oudéa-Castéra perd déjà la confiance des milieux éducatifs, en justifiant devant les caméras la scolarisation de ses trois fils à Stanislas, un établissement privé, huppé et conservateur du 6<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Elle évoque les « *paquets d'heures non remplacées* » lorsque son fils aîné était scolarisé, en maternelle, à l'école publique de la rue Littré, en 2009. En choisissant de prendre le parti des usagers contre les enseignants supposément absentéistes, en comparant l'école privée et l'école publique et en assumant la première comme un contournement de la seconde, la ministre commet une première bévue.

Deux jours plus tard, *Libération* révèle qu'elle a menti : l'enseignante de maternelle de son aîné n'a pas été absente cette année-là. Le rapport accablant de l'inspection générale sur Stanislas révélé dans la foulée par *Mediapart*, de même que le contournement de Parcoursup par l'établissement – dont le fils aîné de la ministre a bénéficié – ajoute à la disgrâce d'Amélie Oudéa-Castéra.

La machine éducation nationale est à l'arrêt, les chantiers du « choc des savoirs » et de l'attractivité sont suspendus. Le fiasco Oudéa-Castéra prend toute la place et la ministre ne peut plus faire un pas sans que cette polémique ne lui soit rappelée. Sur le terrain, on

se réjouit néanmoins que des sujets centraux souvent mis sous le boisseau, comme le séparatisme scolaire d'une partie des élites, soient remis sur le devant de la scène grâce à ces controverses.

Dans le même temps, les enseignants et les cadres de l'éducation nationale commencent à comprendre les implications concrètes de la mise en place des groupes « de niveau », alors que les moyens s'annoncent insuffisants. De l'inspection générale aux recteurs, du conseil scientifique aux chefs d'établissement, en passant par les enseignants, tous jugent que la réforme va à l'encontre de leurs valeurs, celles d'une éducation mixte et inclusive – d'autant plus que la recherche a montré l'inefficacité de tels dispositifs.

## Tensions en coulisse

Amélie Oudéa-Castéra cristallise en quelques semaines un rejet inégalé. La démission de l'emblématique recteur de Paris, Christophe Kerrero, le 2 février, sur fond de désaccord avec elle, sonne le glas de l'éphémère ministre de l'éducation, restée moins d'un mois Rue de Grenelle. Le 8 février, elle laisse le portefeuille éducatif à Nicole Belloubet, garde des sceaux dans le second gouvernement d'Edouard Philippe (2017-2020), qui a été rectrice de Limoges et de Toulouse, nommée sous la gauche à la fin des années 1990.



Beaucoup voient dans ce choix la patte d'Emmanuel Macron. L'oscillation devient permanente : d'un côté, Pap Ndiaye et Nicole Belloubet, plus progressistes, de l'autre, Gabriel Attal et Amélie Oudéa-Castéra, plus conservateurs. « *En général, cela change en fonction des présidents et de leur sensibilité. Mais Emmanuel Macron, lui, fait à la fois du Sarkozy et du Hollande* », note un ancien ministre.

Consciente de la défiance qui traverse l'institution scolaire, Nicole Belloubet se projette dès son entrée en fonctions sur le temps long. Elle pense avoir jusqu'à 2027 pour proposer des axes de réforme du système, et ne souhaite pas brusquer les personnels. Son premier chantier est de mettre en place les groupes de « niveau » voulus par Gabriel Attal et rejetés par tous, en essayant d'atténuer les effets d'une annonce avec laquelle elle n'est, au fond, pas d'accord.

Nicole Belloubet évoque régulièrement son « *refus du tri social* » et met en avant le terme « *groupe de besoin* ». Une nuance de vocabulaire qui signale les tensions en coulisse entre la Rue de Grenelle et Matignon. L'arrêté et la note de service qui l'accompagne, parus les 17 et 18 mars, ne reprendront finalement pas le terme « groupe de niveau ». Une victoire arrachée au prix d'une intense lutte entre les deux cabinets.

## Amertume et désenchantement

La réforme de la formation des enseignants est l'illustration de ces difficultés à répartir les arbitrages entre la Rue de Grenelle, l'Élysée et Matignon. Attendue pendant des mois, elle est annoncée dans les grandes lignes par Emmanuel Macron en personne, début avril.

Pour lui, il s'agit de créer les « *écoles normales du XXI<sup>e</sup> siècle* » en déplaçant le concours à bac + 3, au lieu de bac + 5. En première année de master, les étudiants auront le statut d'élèves fonctionnaires et seront rémunérés, affirment les différents conseillers.

Mais, face aux restrictions budgétaires, le montant de cette rémunération peine à être fixé : le ministère de l'éducation nationale parle de 1 400 euros net par mois et Matignon de 900 euros net par mois. Le sujet ne sera tranché que deux mois et demi plus tard, le 27 juin, et reviendra à l'idée initiale de 1 400 euros net mensuel.

Sur le terrain, l'amertume et le désenchantement dominant après cette folle année, par ailleurs marqués par plusieurs faits divers graves, dont l'assassinat d'un enseignant, Dominique Bernard, le 13 octobre 2023 à Arras, par un terroriste islamiste, mais aussi les

menaces de mort contre un proviseur parisien, ou l'agression par des camarades de Samara, une collégienne de Montpellier. Plus que jamais, les enseignants se sentent insécurisés dans leur pratique et constatent l'incapacité du système à prendre à bras-le-corps des questions comme le harcèlement scolaire – dont un cas s'est soldé par un drame, la mort du jeune Nicolas, un lycéen de région parisienne qui s'est suicidé le 5 septembre 2023.

*« L'éducation nationale a vécu vingt années en une, avec des annonces dans tous les sens et une agitation permanente. Mais qu'en reste-t-il ? Le quotidien des enseignants et des élèves n'a guère changé »,* remarque Elisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du SE-UNSA. *« Cette année marquée par un "stop and go" permanent a contribué à décrédibiliser un peu plus la parole politique auprès des personnels »,* abonde Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du SNPDEN-UNSA. Les acteurs éducatifs souhaiteraient désormais plus de stabilité mais restent inquiets, au vu de l'incertitude inédite qui règne depuis les élections législatives.

La stratégie imposée par Gabriel Attal dans la première moitié de l'année scolaire, celle du coup de com permanent, et l'enlisement des réformes en cours après son départ, ont participé du sentiment général de temps perdu et de manipulation des sujets scolaires à des fins politiques, au prix d'une éviction du débat de certaines problématiques structurantes comme la crise du recrutement des professeurs. Une mise sous tension incessante, qui pousse les établissements à faire et à défaire sans évaluer les impacts des mesures, souvent symboliques, sur la réussite des élèves. Au risque de l'épuisement.

[Sylvie Lecherbonnier](#), [Violaine Morin](#) et [Eléa Pommiers](#)

[Contribuer](#) [Réutiliser ce contenu](#)

Generated with Reader Mode